

L'UPR exprime son horreur devant les massacres de Paris mais maintient son agenda de campagne électorale en refusant de céder à la psychose ambiante



L'UPR exprime son horreur devant les attaques meurtrières qui ont fait, à Paris et dans la proche banlieue, quelque 120 morts selon le bilan provisoire disponible ce 14 novembre à 2h00.

L'UPR condamne de la façon la plus absolue ces actes criminels et assure les proches des victimes de toute sa solidarité et de sa profonde sympathie.

Comme elle l'avait fait lors des attentats de janvier 2015, l'UPR invite tous les Français à garder raison et à demander que tout soit fait pour arrêter vivants les auteurs de cette tuerie afin d'identifier leurs complices ainsi que

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de leurs commanditaires.~~

L'UPR observe par ailleurs que les mesures sécuritaires et les atteintes aux libertés publiques fondamentales, constamment renforcées par les gouvernements successifs, sont manifestement incapables de réduire les risques encourus par le peuple français.

L'UPR souligne que l'instauration de l'état d'urgence, décidé par François Hollande et son Premier ministre Manuel Valls, est sans précédent historique dans la mesure où il concerne tout le territoire national. Dès lors, l'UPR estime qu'il s'agit d'une mesure excessive car elle aurait dû concerner, au vu des événements connus, la seule région Île-de-France.

L'UPR rappelle, à cet égard, ce que sont les conséquences de l'état d'urgence, qui a été créé pour parer aux circonstances exceptionnelles de la guerre d'Algérie.

L'état d'urgence autorise le gouvernement à prendre des mesures très restrictives des libertés publiques, sans nécessité de les justifier et sans aucun contre-pouvoir :

- Couvre-feu interdisant la circulation des personnes ou des véhicules ;
- Assignation à résidence ;
- Fermeture à discrétion des salles de spectacle, débits de boissons et lieux de réunion ;
- Interdiction sans justification de toute réunion publique ;
- Perquisition à domicile de jour et de nuit, hors de tout contrôle judiciaire ;
- Prise de contrôle de la presse et de la radio.

Ces mesures sont incompatibles avec la tenue d'élections nationales, prévues dans trois semaines.

L'UPR note avec inquiétude que la plupart des partis politiques français (LR, FN, PS, etc.) ont décidé de leur propre chef de se plier à la dictature de l'émotion en suspendant leur campagne électorale.

L'UPR estime quant à elle qu'aucun attentat de quelque nature que ce soit ne saurait suspendre le cours d'une campagne électorale nationale.

À la différence des partis euro-atlantistes, l'UPR maintient son agenda électoral. L'UPR tiendra comme prévu ses prochaines réunions publiques à Orléans le samedi 14 novembre, à Châlons-sur-Marne le lundi 16 novembre, à Bondy le mardi 17 novembre etc.

L'UPR appelle les Français à ne pas céder à la psychose et au sensationnalisme alimentés par les médias en continu et à garder leur sang-froid ainsi que leur lucidité. Non seulement la suspension de la campagne ne saurait redonner vie aux victimes et aider si peu que ce soit à l'enquête, mais encore elle reviendrait à concéder une victoire à tous ceux qui veulent asservir la France.

En agissant de la sorte, l'UPR défend mieux les valeurs de la République que quiconque sur la scène politique et rend ainsi le plus bel hommage aux victimes de ces attentats dont les responsables ultimes restent à identifier et à traduire en justice.

Bureau National de l'UPR.